



FÉDÉRATION

**Association de Solidarité des Anciennes et Anciens
des Industries Electriques et Gazières**

Association à but non lucratif régie par la loi de 1901, déclarée le 21 mars 2008
(JO du 19/04/2008 n° 1604)

Courriel : assolidaireenergies@yahoo.fr

Site : www.assolidaire.org

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Objet : Mensualisation des pensions des IEG

Paris, le 1^{er} juin 2012

Monsieur le Président de la République,

Nous avons l'honneur de solliciter votre arbitrage dans le différend qui nous oppose à notre Caisse de retraites des agents des Industries Electriques et Gazières (CNIEG). La CNIEG se trouve dans une situation financière « *fragile* » et récurrente concernant sa trésorerie pour le versement trimestriel de nos pensions, en raison de l'attitude des banques de financement qui, selon le Conseil d'Administration de notre Caisse de retraites, « *souhaitent toutes collaborer avec la CNIEG, mais dans d'autres domaines que celui du crédit* ».

Or la CNIEG, dans la nature même de sa mission (paiement des pensions par trimestre à échoir), n'a jamais d'excédents à placer. Elle doit donc recourir aux emprunts bancaires dans l'attente de l'encaissement des ressources. Pourtant, le paiement trimestriel existe exactement depuis 66 ans, sans que l'on se souvienne au cours de cette longue période que le financement n'ait pu être assuré.

Nous sommes attachés au paiement trimestriel des pensions, partie de l'ensemble des garanties apportées par le Statut National du Personnel des Industries Electriques et Gazières car il octroie aux pensionnés une souplesse financière qui leur permet de :

- régler un achat important sans recourir à un crédit assorti de taux d'intérêt,
- faire face à de lourdes dépenses de santé (dentaire, optique...),
- organiser au mieux le budget familial afin de compenser partiellement le coût induit par les tarifs bancaires,

Le passage à la mensualisation des pensions serait pour nous, de ce fait, une perte qui s'ajouterait à la dévalorisation de nos pensions que nous subissons chaque année par « l'effet 1^{er} avril ». Cet effet vous a été présenté dans le courrier que nous vous avons adressé le 19 mars 2012 alors que vous étiez alors candidat à l'élection présidentielle.

Enfin, nous enregistrons que, si les banques ont bien été consultées, cela n'a pas été le cas pour les principaux intéressés, c'est-à-dire pour les pensionnés.

Pour toutes ces raisons, nous demandons vivement le maintien du système actuel : les difficultés incombent au gestionnaire et non à ceux qui subissent déjà la dévalorisation mécanique de leur pension chaque année par suite de « l'effet 1^{er} avril » (cf. notre lettre du 19 mars 2012).

Par ailleurs, si la volonté affichée des banques était, avant le Changement, d'orienter leur activité vers le mode spéculatif « virtuel », en repoussant les opérations de crédit, qu'en est-il après le Changement ? Lors de votre campagne électorale pour la Présidence de la République, vous avez dit vouloir déclarer la guerre à la finance. Votre première proposition pour le Changement consiste précisément en la création « d'une banque publique d'investissement ». Une telle banque publique élargie à **l'investissement social** serait tout à fait appropriée pour permettre le financement des pensions, bénéficiant en retour de l'intérêt des sommes ainsi prêtées temporairement à la CNIEG.

Nous espérons que vous pourrez donner une suite favorable à notre demande. Nous ne manquerons pas de diffuser votre réponse auprès de tous nos adhérents.

Nous sommes à la disposition de vos conseillers pour tout renseignement complémentaire. Dans cette attente, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Michel Ponticq
Secrétaire Général de la FASSE
(Fédération ASSOLIDAIRE
de solidarité des Anciennes et des Anciens des IEG)

Michel Baur
Président de la FASSE
(Fédération ASSOLIDAIRE
de solidarité des Anciennes et des Anciens des IEG)

Contacts : Michel Baur, Président, 12, allée de Fontainebleau, 75019-Paris, port. 06 83 17 99 89
Michel Ponticq, Secrétaire Général, 7, square Debussy, 91450-Soisy-sur-Seine, port. 06 87 22 10 86